



Règles internationales à nouveau reportées

La conférence de Madrid sur le climat a échoué. L'économie suisse regrette que la décision en faveur d'un système mondial coordonné et d'un cadre uniforme ait une nouvelle fois été reportée. Les négociations politiques étant dans l'impasse, le secteur privé joue un rôle de plus en plus important dans la lutte contre le changement climatique.

Dimanche dernier, la Conférence de Madrid sur le changement climatique (COP25) s'est achevée avec 40 heures de retard, après un marathon de négociations. Le résultat a été décevant pour tous les participants et aucun progrès significatif n'a été réalisé. Or le temps presse pour atteindre les objectifs ambitieux de l'Accord de Paris de 2015. D'ici au prochain sommet de Glasgow en 2020, les États doivent préciser comment ils mettront en œuvre les objectifs qui y sont définis.

PAS DE MECANISME DE MARCHÉ POUR LA COOPERATION INTERNATIONALE

D'un point de vue économique, l'incapacité à fixer des règles internationales solides pour relever ensemble les défis planétaires est particulièrement décevante. economie suisse avait plaidé vigoureusement en faveur de telles règles. La création d'un mécanisme de marché pour la réduction des émissions réalisées à l'étranger était pourtant un objectif central de la COP25. Gunthard Niederbäumer (responsable du département Non-Vie et Réassurance de l'ASA et membre de la délégation suisse à la COP25) est déçu que cet objectif n'ait pas été atteint: «L'adoption d'un mécanisme efficace a déjà échoué lors de la conférence de l'an

dernier en raison de la résistance de quelques pays. Les participants ont négocié de nombreuses heures pour définir des règles qui ne comporteraient pas de failles et excluraient un double comptage des réductions d'émissions réalisées à l'étranger. Malgré deux semaines de pourparlers intensifs, aucun accord n'a pu être trouvé et la question a de nouveau été reportée d'un an». Cela est regrettable, mais éliminer les failles par rapport aux réductions d'émissions réalisées à l'étranger correspond avec «l'esprit de de Paris». Plutôt que de corrompre le système pendant de nombreuses années et mettre en danger les objectifs de l'Accord, mieux vaut négocier un an de plus.

Une autre question controversée parmi les participants à la conférence était de savoir dans quelle mesure les pays industrialisés devraient payer pour les dommages causés par la montée du niveau de la mer, la désertification et les ouragans, en particulier dans les pays les plus pauvres, souvent incapables de faire face aux dégâts. Les pays développés ne se sont pas montrés prêts à mettre à disposition des ressources financières en vertu de l'Accord de Paris.

LES ENTREPRISES PRENNENT LEURS RESPONSABILITES

Alors qu'il a été impossible de s'entendre au niveau politique, l'économie était très présente à Madrid. Elle a pu montrer qu'elle contribue de manière importante à la réduction des émissions de CO₂ et à l'adaptation au changement climatique. En plus de nombreuses présentations lors d'événements parallèles et de conférences percutantes, deux initiatives novatrices ont également été présentées. D'une part, 177 entreprises, dont sept suisses, se sont engagées à fixer leurs propres objectifs climatiques. Ces objectifs sont basés sur la limitation à 1,5°C de l'augmentation globale de la température. Elles veulent également atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Ces entreprises ont formé un groupe appelé «**Business Ambition for 1.5°C – Our Only Future**». Elles se sont engagées à établir des objectifs scientifiques conformes aux plus récentes découvertes de la recherche sur le climat.

D'autre part, le secteur financier se mobilise également en faveur des questions climatiques: pas moins de **631 investisseurs institutionnels** gérant des actifs représentant plus de 37 billions de dollars ont exhorté les gouvernements présents à la COP25 d'abandonner la production d'électricité à partir du charbon dans le monde entier, de fixer un prix «raisonnable» pour les émissions de CO₂, de mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles et de renforcer les contributions nationales à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris.